

CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008 ET MESURES D'AUSTÉRITÉ, LE DILEMME ESPAGNOL : ENTRE VOLONTÉ DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET PRÉSERVATION DES DROITS SOCIAUX

Couloud Assi Fleur Ghislain ESSIANTH

École doctorale Société, Communication, Arts, Lettres et Langues (ED-SCALL)

Université Félix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)

ghislain.essienth24@gmail.com

&

Jean-Arsène YAO

Professeur titulaire

Université Félix Houphouët-Boigny

afrolatam@gmail.com

Résumé :

La crise des subprimes qui est née aux États-Unis d'Amérique en Août 2007 s'est très vite répandue en Europe. Avec l'interconnexion des économies, les chocs se sont très vite exportés. L'Espagne citée comme un parfait exemple de développement économique et de résilience depuis son entrée dans l'Union Européenne (1^{er} janvier 1986) n'a pas échappé à la furie de la crise. En 2008, la crise commence dans le pays et les difficultés naissent. L'activité économique est au ralenti et le chômage explose, atteignant des pics (17% en 2009, 25% en 2012 et 27% en 2013). Pour résoudre la crise, les gouvernements espagnols vont imposer des mesures d'austérité aux populations. À travers une rhétorique bien préparée, le discours sur l'austérité a pris forme et a légitimé toutes les recoupes budgétaires. Cependant, au-delà des gains financiers escomptés pour une relance économique de l'Espagne, l'austérité va représenter un obstacle dans la préservation des droits sociaux et des acquis de l'État-Providence espagnol. Les enjeux soulevés par cette étude sont d'ordre : social (il donne une voix aux perdants de l'austérité souvent absents des études économiques), mémoriel (il empêche l'oubli des coûts humains de l'austérité) et prospectif (il éclaire sur les choix à faire dans la résolution des crises économiques). Parlant d'objectifs, cette étude vise d'abord à mesurer l'ampleur du choc économique, cela en quantifiant l'impact récessif de la crise de 2008 sur l'Espagne (PIB, chômage). Ensuite, elle a pour mission de décrypter le cadre contraignant (règles et principes économiques de l'union européenne) dans lequel les décisions des politiques espagnols ont été prises pour juguler la crise. Enfin, elle vient pour faire une cartographie des atteintes aux droits sociaux (baisse des salaires publics, réduction des aides sociales). À partir d'une méthodologie mixte articulant données quantitatives (INE, Encuesta de Población Activa, Cáritas) et analyse qualitative des débats politiques, cette étude examine comment les politiques d'austérité ont redéfini les priorités de l'État espagnol en période de crise économique. Les résultats suggèrent une régression de la protection sociale donc de l'État-Providence en Espagne.

Mots clés : Crise économique, mesures d'austérité, dilemme, redressement économique, droits sociaux.

Crisis económica de 2008 y medidas de austeridad, el dilema español: entre el deseo de recuperación económica y la preservación de los derechos sociales

Resumen :

La crisis de las hipotecas subprime, que comenzó en Estados Unidos en agosto de 2007, se extendió rápidamente a Europa. Dada la interconexión de las economías, las repercusiones se exportaron con celeridad. España, considerada un ejemplo paradigmático de desarrollo económico y resiliencia desde su ingreso en la Unión Europea (1 de enero de 1986), no escapó a la furia de la crisis. En 2008, la crisis se desató en el país y sugieren graves dificultades. El desempleo se disparó, alcanzando máximos del 17% en 2009, el 25% en 2012 y el 27% en 2013. Para resolver la crisis, los gobiernos españoles impusieron medidas de austeridad a la población mediante una retórica bien preparada, el discurso sobre la austeridad tomó forma y legitimó todos los recortes presupuestarios. Sin embargo, más allá de las ganancias financieras esperadas para una recuperación económica en España, la austeridad supuso un obstáculo para preservar los derechos sociales y los logros del estado de bienestar español. Las cuestiones planteadas por este estudio son sociales (da voz a los perdedores de la austeridad, a menudo ausentes de los estudios económicos), relacionadas con la memoria histórica (evita que se olviden los costos humanos de la austeridad) y prospectivas (arroja luz sobre las opciones que deben tomarse para resolver las crisis económicas). En términos de objetivos, este estudio pretende primero medir la magnitud del shock económico cuantificando el impacto recesivo de la crisis de 2008 en España (PIB, desempleo). A continuación, su misión es descifrar el marco restrictivo (normas y principios económicos de la Unión Europea) dentro del cual se tomaron las decisiones políticas españolas para contener la crisis. Finalmente, pretende mapear la erosión de los derechos sociales (recortes en los salarios del sector público, reducciones en las prestaciones sociales). Utilizando un enfoque de métodos mixtos que combina datos cuantitativos (INE, Encuesta de Población Activa, Cáritas) y análisis cualitativo de debates políticos, este estudio examina cómo las políticas de austeridad han redefinido las prioridades del Estado español durante este periodo de crisis económica. Los resultados sugieren un descenso de la protección social y, por consiguiente, del Estado de bienestar en España.

Palabras clave : Crisis económica, medidas de austeridad, dilema, recuperación económica, derechos sociales

The 2008 economic crisis and austerity measures, the spanish dilemma : between the desire for economic recovery and the preservation of social rights

Abstract

The subprime mortgage crisis, which began in the United States in August 2007, quickly spread to Europe. With the interconnectedness of economies, the shocks were rapidly exported. Spain, cited as a prime example of economic development and resilience since joining the European Union (January 1, 1986), did not escape the fury of the crisis. In 2008, the crisis began in the country, and difficulties arose. Unemployment skyrocketed, reaching peaks of 17% in 2009, 25% in 2012, and 27% in 2013. To resolve the crisis, Spanish governments imposed austerity measures on the population. Through a well-prepared theoretical framework, the discourse on austerity took shape and legitimized all budget cuts. However, beyond the expected gains for Spain's economic recovery, austerity will represent an obstacle to preserving social rights and the achievements of the Spanish welfare state. The issues raised by this study are social (it gives a voice to the losers of austerity, often absent from economic studies), historical (it prevents the human costs of austerity from being forgotten), and forward-looking (it sheds light on the choices to be made in resolving economic

crises). In terms of objectives, this study aims first to measure the magnitude of the economic shock by quantifying the recessionary impact of the 2008 crisis on Spain (GDP, unemployment). Next, its mission is to decipher the restrictive framework (economic rules and principles of the European Union) within which Spanish policy decisions were made to contain the crisis. Finally, it aims to map the erosion of social rights (cuts to public sector wages, reductions in social benefits). Using a mixed-methods approach combining quantitative data (INE, Encuesta de Población activa, Cáritas) and qualitative analysis of political debates, this study examines how austerity policies have redefined the priorities of the Spanish state during the economic crisis. The results suggest a regression of social protection and therefore of the welfare state in Spain.

Keywords : Economic crisis, austerity measures, dilemma, economic recovery, social rights

Introduction

Au cœur de la crise économique de 2008 en Espagne, naît une initiative de sauvetage. Les différents gouvernements qui se sont succédé avaient soigneusement préparé des plans d'austérité pour redresser l'économie espagnole. Sous la mandature de José Luis Zapatero (2004-2011) du Parti Socialiste Espagnol (PSOE) et sous Mariano Rajoy (2011-2018) du Parti Populaire (PP) les propositions de plans d'austérité n'ont pas manqué. Il fallait sauver l'économie par tous les moyens. C'est ainsi qu'en mai 2010, le premier ministre d'alors José Luis Zapatero annonce au parlement le Budget Général de l'État (GPE 2010) comportant des réductions budgétaires. Le plan d'austérité (GPE 2010) avait été adopté de justesse par les députés avec une seule voix d'avance (169 votes pour, 168 contre et 13 abstentions). En juillet 2012, Mariano Rajoy, alors nouveau chef du gouvernement espagnol, présenta au parlement de nouvelles mesures d'ajustement financier. Ces mesures furent adoptées et officialisées par le Real Decreto-ley 20/2012 du 13 juillet 2012.

La justification de cette recherche repose sur une analyse du renoncement à la construction du progrès social en Espagne sous la pression constante des diktats des marchés financiers internationaux et des engagements européens. La problématique de cette recherche met en évidence le dilemme espagnol qui tient en une tension structurelle : les gouvernements successifs ont dû appliquer des plans d'austérité imposés par Bruxelles afin de redresser les finances publiques, tout en préservant un modèle social hérité de la

transition démocratique. Or ces deux objectifs semblent antinomiques. Cette problématique est nourrie par la question de recherche suivante : dans quelle mesure les politiques d'austérité mises en œuvre en Espagne à la faveur de la crise économique de 2008 ont-elles impacté la solidité de l'État-Providence ? Afin d'opérationnaliser notre question principale, nous la déclinons en trois sous-questions : quels ont été les impacts de la crise sur l'économie espagnole ? Quelles pressions la Banque Centrale Européenne (BCE) a-t-elle exercées sur l'Espagne afin de l'amener à adopter l'austérité ? Quels sont les effets des plans d'austérité sur l'État-Providence espagnol ? Pour répondre à ces questions, l'article est structuré en trois sections. La première dresse un point de la situation de crise économique en Espagne. La seconde expose les nouvelles restrictions budgétaires (austérité). La troisième présente les répercussions de l'austérité sur les aides sociales.

1. La situation de crise économique en Espagne

Dans sa marche économique, l'Espagne a intégré l'Union Européenne le 1^{er} janvier 1986. Cette entrée a boosté les leviers économiques du pays, lui permettant de rattraper un retard non moins considérable. Cependant, en 2008 le pays est frappé par une crise économique causée par l'explosion d'une bulle immobilière. La même année, la Banque d'Espagne à travers un bilan des activités économiques du pays, révèle que le PIB a reculé de 1,1% (OCDE, 2008). Après trois trimestres d'évaluation, ce chiffre est confirmé par l'Institut National de Statistiques¹ (INE) (OCDE, 2009). Au cours du dernier trimestre de 2008, le constat est clair, le pays est en crise. Cette crise se manifeste par la baisse du Produit intérieur brut (PIB) et un taux de chômage important.

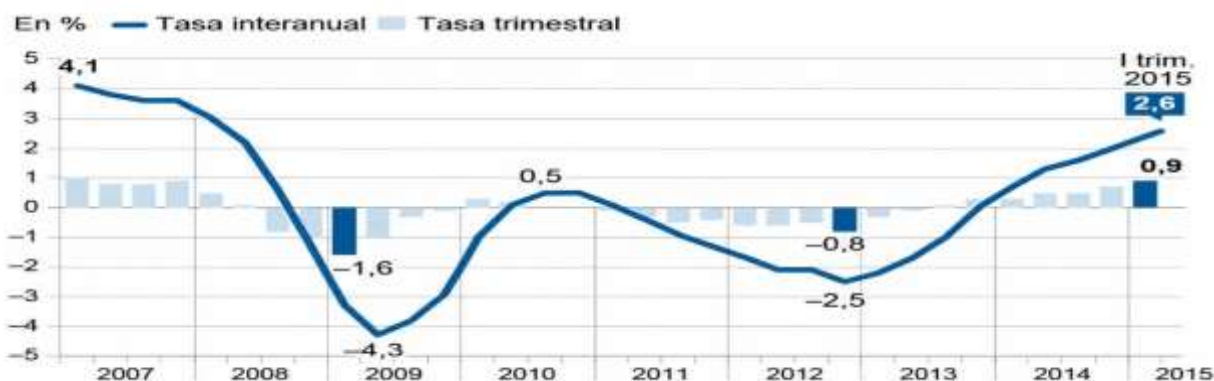
1.1. Le Produit Intérieur Brut (Pib) en berne

Le Produit intérieur brut en Espagne a enregistré une croissance négative pendant trois trimestres comme nous le disions précédemment or selon la BCE, l'économie d'un pays de la zone euro est en récession lorsqu'elle stagne pendant deux trimestres (source). En Espagne, l'éclatement de la bulle immobilière a sonné le glas de l'âge d'or du secteur de la construction, véritable leitmotiv économique. L'économie espagnole dépendant

¹ Instituto Nacional de estadísticas

fortement du secteur immobilier, va connaître la baisse de son PIB du fait des difficultés du secteur. Ci-dessous, une figure qui illustre cette baisse du PIB.

FIGURE 1 : ÉVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT EN ESPAGNE 2007- 2015



Source : Instituto Nacional de Estadísticas (2015) et El País du 30 avril 2015

Comme on peut le voir sur graphique, le Pib espagnol a commencé à chuter fin 2008 atteignant deux pics en 2009 (-4,3%) et 2012 (-2,5%).

1.2. Un taux de chômage important

Quand l'activité économique baisse, cela induit forcément une hausse du chômage. Dans une Espagne frappée de plein fouet par la crise économique, l'activité économique était en berne. C'est ce que dénonçait la manchette du journal espagnol *El Mundo* qui affichait : « Zapatero bat le record d'Espagne de création annuelle de chômeurs »² (*El Mundo*, 2010). Un titre qu'*El Mundo*, ce journal d'opposition avait écrit pour s'en prendre frontalement au Premier ministre espagnol d'alors. Les chiffres allaient crescendo et inquiétaient davantage. Ci-dessous une figure pour le corroborer.

FIGURE 2 : TAUX DE CHÔMAGE ET NOMBRE DE CHÔMEURS EN MILLIONS EN ESPAGNE 1975-2015

² (Texte d'origine) «La era Zapatero bate todos los récord y suma las doce mayores subidas de paro de la historia»



Source : Encuesta de Población Activa et El País du 30 avril 2015

Comme on peut le voir sur la figure, en 2007 c'est-à-dire avant la crise le taux de chômage était de 7,9% soit 1,8 millions de chômeurs, en 2008 il augmente un peu soit 8,6% (1,9 millions de chômeurs), en 2010 le pays connaît un taux de 18,8% (4,3 3 millions de chômeurs), en 2012 ce taux passe à 22,8% (5,3 millions de chômeurs). Le pic est atteint en 2013 avec un taux de 27,2% (6,2 millions de chômeurs). En 2015, le taux de chômage en Espagne baisse certes soit 21,2% (4,8 millions de chômeurs) mais il est toujours plus élevé que ce qu'il était en 2007 (7,9%) avant la crise.

2. Les mesures d'austérité

Voyant l'Espagne s'enliser dans la crise, la Banque Centrale Européenne a tiré la sonnette d'alarme, ce qui poussa le gouvernement Zapatero à agir, suivi dans l'action par le gouvernement Rajoy.

2.1. La pression de la Banque Centrale Européenne (BCE)

L'austérité, cette politique adoptée par les gouvernants espagnols avait été construite sur un logos (raison). Ce discours d'austérité prôné par les politiques espagnols était soutenu par une obligation de respecter les recommandations de la Banque Centrale Européenne (BCE). Celle-ci, voyant l'Espagne s'enfoncer dans la crise, avait arrêté trois

points sur lesquels le pays devait travailler. D'abord l'Espagne devait réduire son déficit et adopter des mesures budgétaires le plus tôt possible pour être capable de rembourser sa dette. Ensuite le pays devait s'engager résolument à lutter contre le chômage qui atteignait des proportions inquiétantes. Enfin la BCE exigeait un contrôle bancaire plus corsé voire une restructuration du secteur bancaire car avec les caisses d'épargne « *Cajas* » qui avaient envahi le paysage bancaire en Espagne, le crédit immobilier avait favorisé la bulle immobilière (Godin, 2014).

L'Espagne ne pouvait pas se déroger à ces recommandations car en intégrant l'Union Européenne(1986) le pays s'était engagé dans un processus de strict respect des règles qui régissent l'organisation. La BCE étant la banque au-dessus des banques des pays de l'union, s'attèle à résoudre ou éviter les crises économiques. Après avoir bénéficié des avantages de la zone Euro, l'Espagne devait à présent suivre à la lettre les injonctions de la BCE.

Nous parlons d'injonctions puisque l'institution avait envoyé des lettres pour imposer les conditions du sauvetage de l'économie irlandaise (Novembre 2010) (Taylor, 2014). Ces conditions sonnaient comme des injonctions voire un chantage. Dans le cas espagnol, la lettre envoyée par la BCE à l'été 2011 (en Août) était très claire. Pour elle, l'Espagne devait prendre des mesures afin de : « restaurer la crédibilité de la signature espagnole sur les marchés des capitaux » (Godin, 2014). Pour ce qui est du contrôle des salaires, la BCE « exhorte le gouvernement d'annoncer dès ce mois-ci des mesures de consolidations budgétaires structurelles additionnelles ». (Godin, 2014). Le 6 Août 2011, le premier ministre espagnol José Luis Zapatero, dans une lettre adressée à la BCE annonce qu'il va « convoquer deux conseils de ministres extraordinaires pour prendre des mesures supplémentaires » (Godin, 2014).

La déclaration de Zapatero sonne comme une réponse et surtout une comme une acceptation des recommandations de la BCE. Ainsi, dans le même mois Août 2011, Socialistes et Conservateurs du Parti Populaire (PP) se mettent d'accord pour intégrer la question de réduction du budget dans la Constitution. Une décision appelée « règle d'or » qui vise à contrôler le déficit budgétaire, le limitant à 0,4% du PIB à partir de 2020 (*Le Monde*, 2011). Pour José Luis Zapatero cette mesure était salubre vu qu'elle permettrait

de « renforcer la confiance à moyen terme dans l'économie espagnole » (Reuters, 2011). Mario Draghi continua sur la même lancée que son prédécesseur Jean Claude Trichet. Il le disait d'ailleurs, il devait « quoi qu'il en coûte ! »³ (Godin, 2013) régler la crise économique en Espagne pour éviter qu'elle ne se propage dans toute l'Europe.

2.2. Les mesures d'austérité sous José Luis Zapatero et Mariano Rajoy

À la fin de l'année 2007, l'économie espagnole montrait des signes de ralentissement ce qui présageait d'une crise imminente. Cependant, le premier ministre Zapatero n'a pas tout de suite pris des mesures drastiques pour éviter la crise économique. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'il ne voulait pas écorner son image auprès de l'électorat car les élections législatives étaient prévues pour 2008. Ainsi, Le gouvernement Zapatero lança le Plan de stabilité (Plan de Estabilidad) (La Moncloa, 2009) qui ne réussit pas à redynamiser l'économie. Nous en voulons pour preuve le PIB espagnol qui n'avait pas évolué sur la période 2007-2010 (INE, 2010), période pendant laquelle ce plan avait été appliqué.

Après sa victoire aux élections (2008), le premier ministre Zapatero continua sur la même lancée. Cette fois, il proposa un Plan de relance économique (La Moncloa, 2009). Un plan dont les bienfaits avaient été vantés par le porte-parole du gouvernement María Teresa Fernández de la Vega pendant le point de presse du conseil des ministres tenu le 27 mars 2009 (La Moncloa, 2009) Malgré tout, la situation économique continuait de s'empirer. Cette situation avait créé une atmosphère lourde dans le gouvernement créant des désaccords notables entre le premier ministre Zapatero et son ministre de l'économie Pedro Solbes. Ce dernier s'opposait farouchement à ces plans de relance, ce qui lui valut d'être remplacé par Elena Salgado. Le gouvernement Zapatero continua donc avec un nouveau Plan de relance économique : Fondo Estatal para el Empleo y la Sostenibilidad Local (FEELS)⁴. À partir de 2010, Zapatero pris le virage de l'austérité. Dans le tableau ci-dessous nous présentons les mesures d'austérité sous sa gouvernance. Trois points ont retenu notre attention : les réductions des dépenses publiques, le secteur du travail et les pensions.

³ **Texte original:** Whatever it takes!

⁴ Fonds d'État pour l'Emploi et la Durabilité locale

TABLEAU I

Réductions des dépenses publiques	Travail	Pensions
1- Réduction des dépenses publiques de 5 milliards d'euros (plan d'austérité 2010-2013) 2- Réductions supplémentaires des dépenses publiques de 5,25 milliards d'euros (plan de mesures extraordinaires pour réduire les dépenses publiques (mai 2010)) 3- Réduction des investissements de capitaux de l'Etat 4- Réduction des dépenses d'approvisionnement en médicaments	1- Gel des salaires des fonctionnaires (PGE2010) 2- Gel des embauches de fonctionnaires (Plan d'austérité 2010-2013) 3- Réduction de 5% des salaires des fonctionnaires en 2010 et gel des salaires en 2011(plan de mesures extraordinaires pour réduire les dépenses publiques (mai 2010)) 4- Augmenter l'âge de la retraite de 65 à 67 ans (Projet de budgets régionaux (décembre 2010))	1- Gel des pensions en 2011 (plan de mesures extraordinaires pour réduire les dépenses publiques (mai 2010))

Source : élaboration personnelle

En 2011, lorsque Mariano Rajoy arrive au pouvoir, il annonce sans ambages qu'il va imposer des mesures d'austérité aux populations. Il fallait faire vite car le temps perdu par le gouvernement de Zapatero avant de reconnaître que la crise était là, aurait pu permettre de sauver la situation. Ci-dessous un tableau montrant les mesures d'austérité prises par le

gouvernement Rajoy (*El Mundo*, 2011). Ce tableau insiste aussi sur les réductions des dépenses publiques, le secteur du travail et les pensions.

TABLEAU II

Réductions des dépenses publiques	Travail	Pensions
1- Coupes budgétaires dans l'éducation et la santé 2- Coupes budgétaires additionnelles dans les dépenses publiques	1- Reforme du marché du travail en 2012, cette reforme visait à libéraliser le marché du travail, faciliter les procédures de licenciement coûteux et complexes et épurer la variété de contrat de travail	1- modifications des conditions pour bénéficier de la pension de retraite, modification portant principalement le nombre d'années de cotisation 2- durcissement de la loi sur la retraite anticipée

Source : élaboration personnelle

Les différents gouvernements espagnols se justifiaient en disant que leurs choix budgétaires obéissaient à une volonté manifeste de résoudre la crise. Mais cette prétendue dépolitisation technique des choix budgétaires aurait eu de lourdes conséquences sociales (baisses des salaires, hausse des impôts, réformes structurelles).

3. Les impacts de ces mesures d'austérité sur les droits sociaux

Appelé aussi l'État social, l'État-Providence est une forme de politique adoptée par certains États qui se dotent de larges compétences réglementaires, économiques et sociales en vue de financer un ensemble plus ou moins étendu de dépenses sociales au bénéfice de leurs citoyens (Dictionnaire Historique de la Suisse, 2002). En 1977, les Pactes de la

Moncloa, conclus dans un contexte de crise économique grave et de transition politique menée par le président du gouvernement espagnol d'alors, Adolfo Suárez, lient pour la première fois rigueur économique et promesse de réformes sociales. Ces accords avaient pour objectifs d'élargir les prestations sociales, réorganiser les entités de gestions et faciliter la participation des partenaires sociaux au contrôle de la politique de sécurité sociale (*La Revista de la Seguridad Social*, 2018).

En 1978, l'Espagne adopte une nouvelle constitution qui intègre ce principe. L'article 41 de la constitution de 1978 stipule : « Les pouvoirs publics assureront à tous les citoyens un régime public de Sécurité sociale garantissant une assistance et des prestations sociales suffisantes dans les cas de nécessité et, tout particulièrement, de chômage. L'assistance et les prestations complémentaires seront facultatives. » (*Boletín oficial del Estado*, n° 311, 29 décembre 1978). En 1995, le Pacte de Tolède est signé entre partis politiques et un rapport est produit. Dans ce rapport, les signataires ont formulé des recommandations telles que la diversification des sources de financement des prestations sociales, la Constitution des réserves excédentaires et la simplification des régimes spéciaux en les intégrant au régime général et au régime des travailleurs indépendants (*La Revista de la Seguridad Social*, 2018).

L'an 2006 a marqué un tournant important dans l'ancrage de l'État-Providence car un autre pilier sera ajouté, c'est est l'assistance aux personnes dépendantes⁵. Mais face à la crise économique qu'en sera-t-il de toutes ces avancées ? Devant la tempête économique, que choisir entre reprise économique et préservation de droits sociaux garantis par l'État-Providence ? C'est un véritable dilemme qui semble avoir une réponse avec l'austérité que nous avons développée. Ces politiques d'austérité montrent que les gouvernements espagnols ont choisi de relancer l'économie. Un choix qui impactera les droits sociaux.

3.1. L'ajustement des dépenses du budget de l'État

L'État espagnol a baissé ses dépenses, se conformant aux plans d'austérité pour relancer l'économie. À la suivante, nous vous présentons un tableau qui illustre cette baisse.

⁵ C'est la Loi de Dépendance (loi 39/2006, du 14 décembre) celle-ci considère un ensemble de services et de prestations destinés à la promotion de l'autonomie personnelle, comme à la protection et à la prise en charge des personnes en situation de dépendance, à travers des services publics et privés concertés

TABLEAU III

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% d'ajustement depuis 2008
Santé	4.433.817	4.622.917	4.634.602	4.255.135	3.975.625	3.852.271	-13,12%
Éducation	2.932.625	2.987.690	3.092.088	2.843.428	2.219.465	1.944.733	-33,69%
Culture	1.220.535	1.284.263	1.198.893	1.103.995	942.463	721.712	-40,87%
Accès au logement	1.381.397	1.615.933	1.498.065	1.218.114	819.912	765.876	-44,56%
Promotion de l'emploi	7.683.832	7.584.159	7.750.665	7.329.102	5.764.743	3.771.511	-50,92%

Source : CÁRITAS, «la reducción del gasto como política», 2013

Dans le tableau nous observons que les cinq secteurs présentés (santé, éducation, culture, accès au logement, promotion de l'emploi) connaissent une réduction de budget. L'État-Providence s'en trouve affaiblit. Dans ce contexte de crise, cette réduction de budget pour des secteurs qui représentent les piliers de la sécurité sociale est un message clair. La relance économique compte plus que tout. Cette réduction de budget avait été soulignée aussi par le journal *El País* (28 novembre 2015) qui la chiffrait entre 2011 et 2015 à 2 milliards d'euros. (*El País*, 2015). Dans le secteur de la santé, la réduction budgétaire a eu de lourdes conséquences. C'est ce que confirme une infirmière du SNS⁶(Sistema Nacional de Salud) affirme : « Nous avons tous souffert des coupes budgétaires, infirmières, médecins, patients, familles [...] tous »⁷ (El impacto de las medidas de austeridad en el derecho a la salud, 2017).

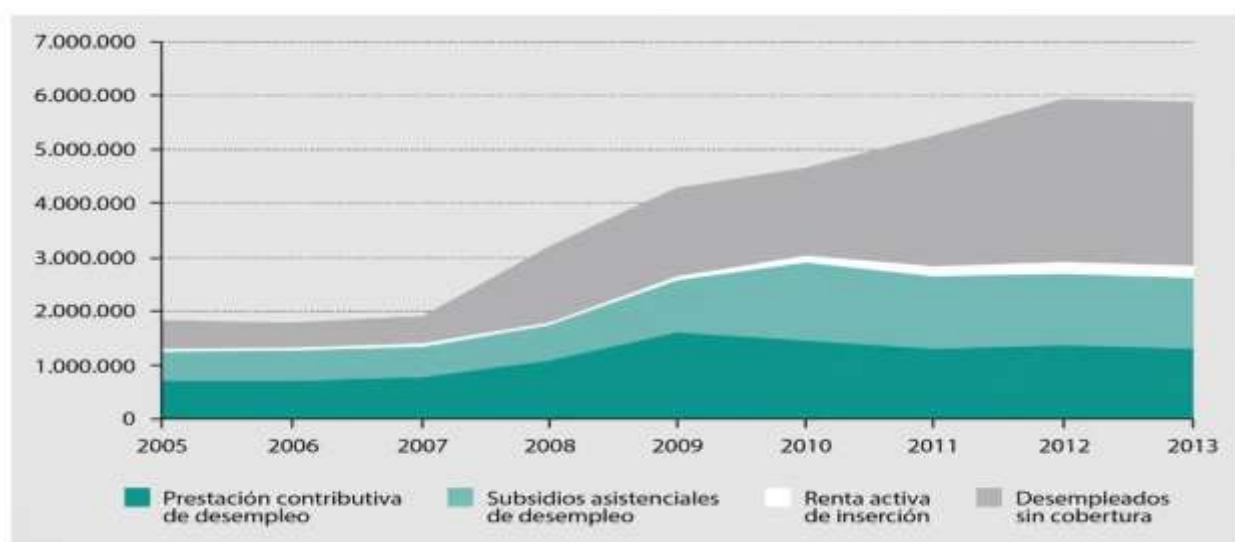
⁶ Système national de Santé

⁷ (Texte d'origine) « Todos hemos sufrido los recortes : enfermeras, médicos, pacientes, familias [...] todos »

3.2. Une protection sociale limitée

En s'engageant dans un processus pour sauver les entreprises qui subissaient de plein fouet la crise, le gouvernement espagnol a adopté en 2012 un décret-loi portant réforme du travail. Toutefois, cette réforme du travail a eu des effets néfastes sur la protection sociale avec la réduction des indemnités de chômage et durci les conditions pour y accéder. Par exemple, le montant de la prestation de chômage (Subsidios asistenciales de desempleo) est réduit à partir du sixième mois de chômage, en plus le revenu minimum d'insertion (renta activa de inserción) qui était payé aux chômeurs âgés de plus 52 ans, ne sera plus payé après 55 ans (Ministère de l'emploi et du service social, 2012). C'est pour tout cela que le nombre de chômeurs sans assistance sociale va connaître une croissance remarquable. Ci-dessous une figure qui traduit cette réalité.

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS ET DES CHÔMEURS SANS AUCUNE COUVERTURE EN ESPAGNE 2005-2013



Source : FOESSA " VII informe sobre exclusión social y desarrollo en España 2014"

On observe sur la figure que c'est environ 3 millions de chômeurs dépourvus de soutien social en Espagne en 2013. Une réalité qui va accentuer la pauvreté et l'exclusion

dans le pays. La fondation FOESSA⁸ (Fomento de Estudios Sociales y de Sociología Aplicada) a mis en évidence la pauvreté des ménages sur le plan financier et énergétique dans « VII informe sobre la exclusión y desarrollo social en España 2014 ». C'est pour tout cela que Martin Wolf chroniqueur économique s'est fait le pourfendeur des politiques d'austérité. On se souvient de sa célèbre formule : « pire qu'un crime, c'est une bétise »⁹(Wolf, 2013) pour parler de l'austérité. Une critique acerbe contre cette politique qui selon lui dépassait les limites du crime.

Conclusion

En 2008, l'explosion de la bulle immobilière a créé une grave crise économique en Espagne. La dynamique économique du pays est ralentie, marquée par la contraction du PIB et l'augmentation du taux de chômage. Dans cette situation économique structurellement dégradée, les injonctions de la BCE s'intensifient pour que le gouvernement espagnol engage de profondes réformes pour redresser les finances publiques. Ainsi, la classe politique espagnole adoptera une politique d'austérité réduisant de manière significative les salaires, pensions et aides sociales.

Cette politique d'austérité a lourdement impacté l'État-Providence que l'Espagne avait mis tant d'années à construire. C'est une situation qui met en scène le choix cornélien que doivent faire les politiques face à des crises économiques. Cependant, les gouvernants espagnols semblent ne pas avoir eu le choix car au-delà des conceptions moralistes visant à rappeler que le devoir de l'État est de protéger les plus démunis, la reprise économique impliquait nécessairement des sacrifices. Toutefois, la sévérité des mesures de redressement économique imposées semble avoir suscité un vif mécontentement parmi la population espagnole. Cette austérité n'expliquerait-elle pas en partie le mouvement des Indignés ?

⁸ Promotion des études sociales et de la sociologie appliquée

⁹ (Texte original) « Worse than a crime, it is a blunder »

Bibliographie

Amnesty International, 2018, «El impacto de las medidas de austeridad en el derecho a la salud », disponible sur <https://www.amnesty.org> , consulté le 20 juin 2026

Boletín Oficial del Estado (BOE), 1978, «Constitución española », disponible sur <https://www.boe.es>, consulté le 18 juin 2026

DE HEREDIA MORO Enrique González, 2022, «La respuesta a la crisis del 2008 en España : políticas de estímulo vs Políticas de austeridad», disponible sur <https://www.comillas.edu>, consulté le 21 juin 2026

Dictionnaire Historique de la Suisse, 2002, « Définition de l'État-Providence », disponible sur <https://hls-dhs-dss.ch>, consulté le 20 juin 2026

El mundo, 2010 « Zapatero bat le record d'Espagne de création annuelle de chômeurs » », disponible sur, <https://www.elmundo.es>, consulté le 19 juin 2026

El país, 2015, « Treinta años de paro », disponible sur <https://elpais.com>, consulté le 18 juin 2026

FOESSA, 2008, «VI Informe sobre la exclusión y desarrollo social en España 2008 », disponible sur <https://www.foessa.es>, consulté le 23 juin 2026

Gobierno de España, 2009, « Conferencia de prensa de la vicepresidenta primera y portavoz del Gobierno, y del Vicepresidente segundo, después de la reunión del Consejo de Ministros » disponible sur <https://www.lamoncloa.gob.es>, consulté le 20 juin 2026

Gobierno de España, 2009, « Actualización del programa de estabilidad 2008-2011 », disponible sur <https://www.lamoncloa.gob.es>, consulté le 23 juin 2026

GODIN Romaric, 2013, « Il y a un an, Mario Draghi sauvait l'euro (si,si!) », disponible sur <https://www.latribune.fr>, consulté le 23 juin 2026

GODIN Romaric, 2014, « Quand la BCE dictait à l'Espagne sa politique économique », disponible sur <https://www.latribune.fr>, consulté le 25 juin 2026

Instituto Nacional de Estadística (INE), 2015, « Encuesta de Población Activa », disponible sur <https://www.ine.es>, consulté le 18 juin 2026

Le Monde avec Reuters, 2011, « Accord en Espagne pour une "règle d'or" sur le déficit », disponible sur <https://www.lemonde.fr>, consulté le 26 juin 2026

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2009, « L'économie espagnole à l'épreuve de la crise mondiale » disponible sur <https://www.oecd.org>, consulté le 22 juin 2026

Revista de Seguridad Social, 2018, « Hitos de la Seguridad Social en los últimos 40 años », disponible sur <https://revista.seg-social.es>, consulté le 19 juin 2026

TAILOR Cliff, 2014, « Trichet letter revealed : ECB threatened to stop emergency funding unless Ireland took bailout », disponible sur <https://www.irishtimes.com>, consulté le 23 juin 2026

WOLF Martin, 2013, *How Austerity has failed*, New York, Penguin press